



Le Sahel

Les Dialogues pour la paix au Sahel se sont tenus du 1er au 6 mars

Page 5



Kenya

Décoloniser la prévention des conflits humains-faune

Page 8



Taiwan

Les Paiwan de Kapanan font une déclaration d'autodétermination

Page 10



Nouvelles

Numéro 4

Automne 2020

CENTRE POUR LA CONSERVATION ET LE DÉVELOPPEMENT AUTOCHTONES ALTERNATIFS

Le CICADA lance quatre notes de politique sur la diversité bioculturelle

Au courant du mois d'août, le CICADA a lancé les quatre premières notes de politique de sa série sur la diversité bioculturelle dans les contextes d'États coloniaux. Les notes de politique identifient les défis, explorent les opportunités et fournissent des recommandations sur les sujets suivants :

1. Mesurer la diversité bioculturelle : les indicateurs bioculturels et les liens entre nature, culture et bien-être
2. Nourrir la diversité bioculturelle : moyens d'existence, souveraineté alimentaire, santé et bien-être
3. Appuyer la diversité bioculturelle : les technologies de l'information et de la communication
4. Sauvegarder la diversité bioculturelle : la défense du territoire dans les contextes d'extraction

Ces notes de politique sont le résultat de deux conférences organisées en mai 2019 à Montréal, au Canada, en partenariat avec le Consortium APAC. La première conférence, du 1er au 4 mai, était une réunion conjointe du CICADA et du Consortium APAC pour les Membres du Canada, des États-Unis d'Amérique, de l'Australie et d'Aotearoa Nouvelle-Zélande (contextes des « États coloniaux »).

La deuxième conférence était le Dialogue nord-américain sur la diversité bioculturelle, qui s'est tenu du 5 au 8 mai et qui était coparrainé avec de nombreux partenaires. Vous trouverez plus d'information sur ces événements dans l'édition de l'automne 2019 de notre bulletin d'information, disponible sur le site Web du CICADA sous l'onglet « [Nouvelles](#) ».



Les notes politiques s'appuient sur les présentations et les discussions qui ont eu lieu lors de ces réunions et sur les recommandations de la [Déclaration d'Atateken](#), adoptée par les participants du dialogue nord-américain. Les notes de politique plaident en faveur de la reconnaissance des droits des Peuples autochtones à l'autodétermination, du soutien à la gestion et à la gouvernance des ressources naturelles par les communautés autochtones et de la promotion de la revitalisation des langues et des cultures autochtones. En d'autres termes, cette série de notes de politique affirme que le soutien aux territoires de vie est la voie à suivre pour promouvoir des écosystèmes et des communautés sains, et pour assurer un avenir équitable et durable pour tous.

Les notes de politique sont disponibles en anglais et en français sur le site web du CICADA (cicada.world/fr) sous l'onglet « [Ressources](#) ». Nous espérons qu'elles seront des outils utiles et que vous en apprécierez la lecture! ●

Améliorer l'inclusion des corridors de développement de l'Afrique de l'Est

Résumé par CICADA d'une note de politique par Charis Enns (Université de Sheffield), Brock Bersaglio (Université de Sheffield), Ramson Karmushu (IMPACT), Masalu Luhula (Tanzania Natural Resource Forum), Alex Awiti (Université Aga Khan du Kenya).

L'Afrique de l'Est connaît un boom d'infrastructures avec de multiples nouveaux corridors de développement en construction dans la région. Les corridors de développement sont des initiatives de développement spatial et des réseaux d'infrastructures de transport à grande échelle construits pour améliorer la connectivité entre les sites de production ruraux, les centres économiques et les marchés internationaux. Les autorités de développement promeuvent les corridors comme des voies de développement inclusives. Cependant, il existe peu de preuves pour soutenir les affirmations selon lesquelles les nouveaux corridors de développement incluent plutôt qu'ils n'excluent les groupes marginalisés, y compris les producteurs ruraux et leurs communautés.

C'est pourquoi des recherches ont été menées entre 2017 et 2018 pour évaluer le caractère inclusif des nouveaux corridors de développement de l'Afrique de l'Est. Cet article se concentre sur le cas du corridor de transport Lamu Port-Soudan-Sud-Éthiopie (LAPSSET)



La recherche s'est concentrée sur la nouvelle autoroute Isiolo-Moyale du LAPSSET.

au Kenya. Il met en évidence les cas où le corridor ne parvient pas à inclure les pasteurs dans les processus de développement et propose des recommandations politiques.

Le corridor LAPSSET

LAPSSET est un projet phare de la Vision 2030 du Kenya, avec un budget d'investissement de près de la moitié du PIB kenyan. Le corridor vise à améliorer la connectivité entre les régions potentiellement productrices de pétrole en Éthiopie, au Kenya et au Sud-Soudan

et le port de Lamu grâce à la construction de chemins de fer, de routes, de pipelines et d'autres infrastructures dans le nord du Kenya - une vaste région aride où le pastoralisme est le principal moyen de subsistance.

Il est prévu que LAPSSET ouvre le nord du Kenya à l'investissement, améliorant les moyens de subsistance et le bien-être des pasteurs en les intégrant dans l'économie nationale et les chaînes de valeur internationales. Bien que LAPSSET apporte certains avantages en termes de développement, il crée également de nouveaux défis pour les pasteurs :

Phase de démarrage : Les communautés pastorales - en particulier les femmes - ont été exclues des processus de consultation et de planification; il s'avère que l'indemnisation des pasteurs lors de l'acquisition des terres a été inadéquate, incohérente ou inexistante.

Phase de mise en œuvre : Pendant la construction, seules des opportunités d'emploi peu rémunéré, à court terme et non qualifié étaient offertes

Continuez à la page 3

Visitez-nous en ligne



cicada.world/fr



facebook.com/CICADA.world



twitter.com/CICADAorg



youtube.com/CICADAorg



Nous sommes maintenant sur LinkedIn!

Visitez notre page au linkedin.com/company/CICADAorg

Restez en contact : envoyez-nous vos nouvelles!

Membres et partenaires du CICADA, merci de nous envoyer vos nouvelles pour les partager avec la communauté du CICADA dans nos futurs bulletins. Du texte et des images peuvent nous être envoyés à :

cicada.news@mcgill.ca

Pour vous abonner à ce bulletin, au format électronique ou papier, visitez : cicada.world/fr/nouvelles/bulletin

Le CICADA organise sa deuxième réunion de direction

Les 20 et 21 mai, le CICADA a convoqué sa deuxième réunion de direction, qui s'est tenue virtuellement en raison de la pandémie de COVID-19. Les co-responsables des axes thématiques, les responsables de projets, les directeurs de programmes et les représentants régionaux du CICADA se sont réunis en ligne pour partager des mises à jour sur leurs projets et discuter des possibilités de collaboration future, y compris des publications communes.

La réunion a également été l'occasion de réfléchir à l'année à venir, à la lumière de la pandémie actuelle de COVID-19. La planification de notre conférence mondiale, envisagée comme le point culmi-

Continué de la page 2

aux communautés pastorales, dont très peu étaient accessibles aux femmes; la construction a également endommagé les infrastructures hydrauliques et les services écosystémiques, tels que les pâturages, sans indemnisation.



Augmentation des parcelles clôturées le long de l'autoroute Isiolo-Moyale après la construction.

Phase d'exploitation : Les éléments opérationnels tels que l'autoroute créent de nouveaux risques pour les éleveurs et le bétail; d'autres vagues d'acquisition de terres ont lieu le long du corridor, souvent avec une planification, une consultation et une indemnisation



Les participant.e.s durant l'une des sessions de la réunion de direction virtuelle du CICADA de 2020.

nant de notre série de conférences régionales conjointes avec le Consortium APAC, a été mise en suspens en raison de l'évolution des circonstances. Les participants ont également exami-

nées inadéquates, incohérentes ou inexistantes; l'acquisition continue de terres contribue aux conflits sur des parcours de plus en plus fragmentés.

Recommandations

Les recommandations suivantes pourraient contribuer à améliorer le caractère inclusif des nouveaux corridors.

Phase de démarrage : Le consentement libre, préalable et donné en connaissance de cause devrait être accordé à tous les membres des communautés pastorales le long des corridors, tout comme la participation aux études de faisabilité, aux exercices de planification générale et aux évaluations d'impact; conformément à la loi sur les terres communautaires de 2016, les pasteurs devraient être soutenus dans l'enregistrement de leurs terres avant la construction et être indemnisés pour les terres et les ressources perdues.

Phase de mise en œuvre : Une formation sur le droit du travail et la réglementation environnementale est

nécessaire pour les dirigeants des communautés touchées, les entrepreneurs et les autorités locales; des mécanismes anonymes de signalement des violations des droits de la personne, du travail et de l'environnement doivent être mis en place; des organes de contrôle efficaces sont nécessaires pour assurer le respect des normes le long des corridors. ●

miné comment soutenir au mieux nos partenaires, notamment les défenseurs des territoires autochtones, confrontés à des menaces aggravées par l'urgence sanitaire mondiale. ●

Phase d'exploitation : Le "dernier kilomètre" et des infrastructures de sécurité sont nécessaires pour que les éleveurs puissent bénéficier du corridor - y compris les passages aériens ou souterrains, les ralentisseurs et la signalisation pour faciliter la circulation des personnes et du bétail; les investisseurs devraient être tenus de respecter les accords entre communautés et investisseurs qui permettent aux communautés de bénéficier et de conserver leur autonomie en matière de terres et de ressources.

Pour la note de politique complète, veuillez contacter Mali Ole Kaunga, d'IMPACT, à olekaunga@yahoo.com. ●

Sensibilisation communautaire par le biais de la radio sur le territoire Ogiek

Par Justin Kenrick (Forest Peoples Programme) et Peter Kitelo (Chepkitale Indigenous People Development Project)

La radio est le principal moyen de communication de la communauté autochtone Ogiek étant donné la taille, l'éloignement et la ruralité de leur territoire et la nature dispersée des foyers de la communauté. Ainsi, presque tous les foyers disposent d'une radio.

Cependant, il y a actuellement beaucoup de désinformation transmis par radio concernant le virus, comme des allégations convaincantes qu'il ne s'agit pas d'une maladie grave ou que certaines prescriptions seront efficaces. De plus, les informations partagées par le gouvernement kenyan et les responsables de la santé n'ont ni été diffusées en langue autochtone ni d'une manière culturellement appropriée. Cela a entraîné une grande confusion et un

manque de sensibilisation aux risques encourus par la communauté.

La communauté est en train de mettre en place un programme de radio communautaire pour transmettre des informations sur l'ensemble de son territoire. Cependant, le mât de la radio se trouve en dehors du territoire Ogiek, à Kapsokwoyn, ce qui signifie que les membres de la communauté ne peuvent pas y accéder en raison de la règle stricte d'interdiction de voyager en vigueur au Kenya.

Puisque les émissions ont la capacité de diffuser des informations essentielles sur le virus, la communauté a saisi l'importance d'avoir des installations de diffusion sur son territoire, à la fois pour minimiser les contacts avec les per-



Une hutte Ogiek et des enfants à Chepkitale.

sonnes en dehors du territoire et pour sensibiliser au virus et lutter contre la désinformation. Les membres de la communauté ont également constaté le besoin de produire une campagne d'information publique disponible dans leur propre langue autochtone et culturellement appropriée. Les contes et les chansons ont fait leurs preuves en matière de changement de comportement et de transmission des connaissances. ●

Séminaire au Mushuau-nipi

Par Thierry Rodon (Université Laval)

Du 10 au 15 septembre 2020, la Chaire de recherche sur le développement durable du Nord, en partenariat avec la Corporation du Mushuau-nipi, a tenu un séminaire au Mushuau-nipi, territoire ancestral situé sur la rivière George au nord de Schefferville, sur la mise en œuvre des ententes sur les répercussions et les avantages (ERA). L'atelier s'est tenu en respectant les directives de la santé publique. Il a réuni dix-sept personnes, soit des membres des communautés innues et naskapiques, des représentants d'organismes autochtones et d'organismes miniers ainsi que des chercheurs et des étudiants en science politique et en droit. Le séminaire a

permis de discuter ouvertement de plusieurs enjeux importants reliés à la mise en œuvre des ERA, soit : 1) la capacité tant des communautés que des entreprises à mettre en œuvre les ERA; 2) le suivi environnemental; 3) les difficultés reliées à la rencontre des cibles d'emploi et de formation autochtone; 4) l'acceptabilité sociale et le consentement des communautés tant en ce qui a trait au projet minier en lui-même, qu'à la négociation et à la mise en œuvre de l'ERA; 5) l'utilisation des redevances; 6) les enjeux liés à la sous-traitance et 7) les enjeux liés aux consultations des communautés. Ces discussions se sont étalées sur cinq jours et étaient entrecoupées d'ateliers et d'activités tradi-

tionnelles sur le territoire menées par la corporation du Mushuau-nipi.

Ce séminaire a pu être réalisé grâce au soutien financier du réseau MinErAL (CRSH partenariat 2016-2023), du CICADA et du CRSH partenariat sur la mise en œuvre des traités (Modern Treaty Implementation Project). ●



Photo: Aude Therrien

Discussions au Mushuau-nipi.

Dialogues pour la paix au Sahel

Par Sarah Federman (Université de Baltimore) et Ronald Niezen (Université McGill)

Dans l'ensemble de la région du Sahara central et du Sahel ouest-africain, les tribus touareg, peul, dogon et songhay se débattent depuis des années pour préserver leurs territoires et leurs ressources, mais la radicalisation croissante soutenue par al-Qaïda et d'autres groupes salafistes a envahi leurs terres respectives, faisant de nombreuses victimes et les forçant à se déplacer vers d'autres zones. Les États, ainsi que les soldats de maintien de la paix, les forces armées nationales, les dirigeants locaux et les ONG, s'emploient à résister au pillage de leurs populations et de leurs ressources par des mouvements extrémistes, mais la violence continue. Ces efforts tendent à être centrés sur l'État ou les tribus, tandis que les groupes djihadistes opèrent dans des réseaux bien organisés qui transcendent les territoires nationaux et tribaux.



Les participant.e.s et les organisateur.trice.s des Dialogues pour la paix au Sahel.

Les Dialogues pour la paix au Sahel, qui se sont déroulés du 1er au 6 mars 2020 au Centre des droits de l'homme et du pluralisme juridique de l'Université McGill à Montréal, au Canada, ont cherché à relier les efforts de consolidation de la paix au niveau transnational (Niger, Mali, Burkina Faso) et entre les tribus. Les professeurs Ronald Niezen et Sarah Federman ont invité sept responsables au niveau des régions concernées pour une semaine de dialogue et d'exercices stra-

tégiques destinés à accroître leurs efforts individuels et collectifs.

Sur la base des ateliers de résolution de problèmes d'Herbert Kelman, les participant.e.s se sont également engagé.e.s dans la cartographie des conflits, la planification de scénarios et des simulations qui leur ont permis d'explorer des récits sur eux-même et sur les autres. En s'inspirant de son livre [#HumanRights](#), Niezen a dirigé une session sur les médias sociaux et les nouvelles technologies comme outils de résistance et de responsabilité. Les participant.e.s ont ensuite conçu des campagnes sur les réseaux sociaux visant à dissuader les jeunes de se radicaliser. Par la suite, la Professeure Federman a partagé différentes approches de conflit sur la base de son livre co-écrit [Introduction to Conflict Resolution](#). L'ensemble des travaux s'est déroulé en français.

Selon les participant.e.s, les séances leur ont offert l'opportunité de réfléchir différemment au conflit et aux stratégies d'intervention afin de mieux coordonner leurs actions à travers la région du Sahel. Ils et elles ont également déclaré avoir acquis de nouvelles compétences en matière de prévention de la violence et de consolidation de la paix. Les relations entre les participant.e.s ont été renforcées et ils et elles sont impatient.e.s de revenir. L'équipe s'attelle à planifier la seconde édition de dialogues qui devrait se tenir l'an prochain. À cet effet, l'inclusion des femmes dirigeantes et des jeunes leaders qui émergent dans la région sera renforcée.

Le financement a été généreusement offert par la Chaire Katherine A. Pearson de l'Université McGill et le CICADA. Pour de plus amples informations, veuillez contacter les organisateur.trice.s, Dr. Sarah Federman à sfederman@ubalt.edu et Ronald Niezen à ronald.niezen@mcgill.ca. ●

Chercheurs et alliés collectent des fonds pour le Majé Emberá Drüa

Une équipe de chercheur.se.s et d'allié.e.s a organisé une campagne de collecte de fonds pour le Majé Emberá Drüa, partenaire du CICADA.

En raison de la COVID-19 et des mesures de confinement, les 87 familles du territoire sont confrontées à de graves pénuries de nourriture, de fournitures médicales et d'eau potable, entre autres. En plus de menacer la santé et l'économie dans l'immédiat, cela met en péril les projets de conservation et de durabilité alimentaire à

long terme de la communauté. Pour contribuer à la collecte de fonds, veuillez visiter ce [lien](#).



Les Monkoxi de Lomerío mènent une rec... traditionnelles sur

Par Iokiñe Rodríguez (Université d'East Anglia), Mirna Inturias (Université NUR), Elmar Masay (CICOL), Reina García (CICOL) et Ignacio Soquere (CICOL)

En 2019, la Bolivie a connu l'une des plus grandes crises environnementales causées par des incendies de forêt des deux dernières décennies. Si les conditions de sécheresse extrême et de gel sévère sont en partie responsables de cette situation, des études montrent qu'il existe un lien étroit entre l'étendue et les dégâts des incendies et les récentes politiques et projets gouvernementaux d'utilisation des terres qui cherchent à encourager une expansion de l'agriculture.

La production de biocarburants grâce aux plantations de soja et l'expansion du pâturage pour le bétail voué à l'exportation sont les principales priorités du nouvel Agenda économique 2030. Cela suscite des attentes quant à l'ouverture par brûlage de nouvelles terres pour l'agriculture, tant sur des terres privées (en particulier sur les propriétés agro-industrielles) que dans les zones adjacentes à la frontière agricole.

De plus, depuis 2013, le gouvernement a sanctionné plusieurs règlements qui autorisent le brûlage et l'abattage de forêts jusqu'à 20 hectares. Il en a résulté une accélération de l'accaparement



Ignacio Soquere et Reina García menant les entretiens sur le feu à Lomerío.

et du trafic des terres dans les basses terres, en particulier dans les aires protégées et les territoires autochtones titrés. C'est dans ces zones que se sont produits une part importante des incendies de 2019.

Les incendies signalés dans les territoires autochtones étaient liés aux processus de colonisation, aux incendies qui se sont propagés à partir des terres adjacentes ou à la reconversion des terres pour permettre la production agricole et l'élevage. Si ce schéma de conversion des terres se poursuit, les

terres des Peuples autochtones seront soumises à une pression croissante à l'avenir.

En outre, la crise sanitaire provoquée par la COVID-19 met les Peuples autochtones dans une situation de plus grande vulnérabilité par rapport à l'utilisation de leurs forêts. Cette année, les incendies ont été aussi dévastateurs que ceux de l'année dernière et se sont propagés à d'autres régions écologiques de la Bolivie. En raison de cette nouvelle crise, l'Agence bolivienne de gestion des forêts a récemment publié une

Recherche pour récupérer les connaissances l'utilisation du feu

résolution interdisant l'autorisation de brûlage à des fins agricoles dans le Chaco.

L'interdiction totale de l'utilisation du feu dans les territoires autochtones menace la survie culturelle et physique de ses habitants. Afin d'assurer leur souveraineté alimentaire à l'époque de la COVID-19, il est essentiel que les Peuples autochtones qui dépendent des forêts pour leurs activités de subsistance, telles que l'agriculture, la chasse et la pêche, puissent plutôt assurer une utilisation et une gestion adéquates du feu dans leurs territoires.

La gestion du feu dans le Territoire de Lomerío, Bolivie

Le Territoire de Lomerío a été fortement touché par les incendies de 2019 dû à une combinaison d'incendies qui ont pénétré le territoire de l'extérieur et d'autres qui se sont propagés à partir des zones agricoles. Ainsi, depuis 2020 et avec le soutien de plusieurs institutions (APCOP, Global Forest Watch-CEJIS, IBIF et l'Université d'East Anglia du Royaume-Uni), la Centrale des communautés autochtones de Lomerío (CICOL) a lancé une série d'activités pour assurer un bon contrôle et une

bonne gestion de l'utilisation du feu sur le territoire. Il s'agit notamment de la mise en place de brigades de pompiers forestiers communautaires, de la rédaction d'un protocole de brûlage et d'une recherche participative menée par des chercheurs autochtones pour récupérer les connaissances ancestrales sur l'utilisation du feu. La recherche, menée en collaboration avec l'Université NUR et l'Université d'East Anglia au Royaume-Uni dans le cadre du [projet INDIS](#), vise à récupérer les connaissances locales sur la signification culturelle du feu pour les Monkoxi, ses différentes utilisations, les normes pour l'utilisation appropriée du feu en agriculture et leur application actuelle, les perceptions de l'impact des incendies de 2019 et les points de vue sur l'utilisation appropriée du feu sur le territoire.

Il est souhaité qu'avec cette recherche, CICOL et les Monkoxi soient mieux à même de dialoguer avec les autorités nationales sur les réglementations appropriées pour l'utilisation du feu sur leur territoire et de convenir ensemble de protocoles. ●



Reina García participant à une démonstration de bonne utilisation du feu.

Décoloniser la prévention des conflits humains-faune dans le nord du Kenya

Résumé par CICADA d'un rapport par Ramson Karmushu (IMPACT), Charis Enns (Université de Sheffield) et Brock Bersaglio (Université de Sheffield)

Avec l'augmentation des conflits entre l'humain et la faune sauvage dans le nord du Kenya, la recherche de moyens de prévenir et d'atténuer ces conflits est devenue une priorité pour la conservation de la biodiversité. Malgré des investissements financiers importants, les stratégies techniques de prévention des conflits humains-faune, telles que les clôtures électriques ou les moyens de dissuasion acoustiques, sont souvent inefficaces ou ne sont efficaces que temporairement. Les conséquences courantes de mesures de prévention inefficaces sont les blessures et les décès chez l'humain, le bétail et la faune, ainsi que les dommages causés aux moyens de subsistance des agriculteurs et des éleveurs.

En réponse à ce problème, IMPACT a conçu et mené des recherches sur les interactions et la coexistence entre l'humain et la faune sauvage dans le nord du Kenya avec des chercheurs de l'Université de Manchester et de l'Université de Birmingham. À travers des récits oraux et des entretiens en marchant avec des aînés des communautés de Il Ng'wesi, cette recherche visait à comprendre pourquoi les solutions techniques aux conflits humains-faune échouent souvent et à documenter les stratégies et les approches des pasteurs en matière de coexistence entre l'humain et la faune.

Résultats principaux

1. **La fragmentation des territoires autochtones contribue aux conflits humains-faune.** En raison de l'évolution des modes de peuplement et des nouveaux investissements dans les infrastructures et l'agriculture au sein des territoires traditionnels des communautés pastorales autochtones, les pasteurs, le bétail et la faune sont de plus en plus confinés dans des zones plus petites. L'installation de clôtures pour protéger les investissements agricoles et les terres privées contribue encore à ce problème. Les aînés ont décrit comment, dans le passé, les paysages ou-

« Il y a trop de clôtures que les gens mettent en place. Ces clôtures empêchent ces animaux sauvages de quitter la communauté, alors nous vivons avec eux dans une zone très réduite. S'il n'y a pas de clôture, nous vivons très bien avec [les animaux sauvages] parce qu'[ils] viennent dans la communauté où les gens vivent la nuit et s'en vont loin le jour. Les clôtures ont changé ce comportement. » - Aîné

verts permettaient à la faune d'éviter les établissements humains, réduisant ainsi la fréquence des rencontres entre les humains et les animaux sauvages.

2. **L'augmentation du nombre d'animaux sauvages dans des paysages fragmentés se traduit par une augmentation des conflits humains-faune.** En raison de la fragmentation des habitats et des récents succès en matière de conservation, la population de certaines espèces sauvages augmente sur les terres des éleveurs. La forte densité de la faune entraîne une interaction plus fréquente entre l'humain, le bétail et la faune, ce qui peut également provoquer des changements de comportement chez les animaux sauvages, augmentant ainsi les risques de conflits.



Un éléphant qui charge et son troupeau le long de la route Ngarendare-Sang'a. Photo de Ryan Anderton.

3. **L'augmentation du nombre d'animaux sauvages dans de petites zones n'est pas viable pour l'humain, le bétail et la faune.** À mesure que certaines populations d'animaux sauvages augmentent, la santé et la diversité des écosystèmes dans les petits habitats fragmentés diminuent. Par exemple, les aînés ont signalé des zones boisées qui ont été transformées en savane de prairie en raison de la forte densité d'éléphants, mettant les pasteurs, le bétail et la faune en compétition pour la végétation et l'eau.

4. **Le comportement des espèces sauvages est en train de changer en raison de l'expansion du secteur de la conservation de la biodiversité.** Le secteur de l'écotourisme est en expansion dans le nord du Kenya et est dominé par des organisations internationales de conser-

Continue à la page 9

L'UCINY achève la première phase de son projet de recherche participative

Par Andrés Ozuna (Unión de las Comunidades Indígenas de la Nación Yshir)

L'UCINY, qui représente les communautés Yshir au Paraguay, a terminé la première phase d'un projet de recherche participative, financé par le CICADA, qui s'est concentré sur l'identité des Yshir, leurs connaissances traditionnelles et l'utilisation du territoire. Les objectifs de la première phase du projet étaient les suivants :

1. Contextualiser la relation historique d'endogénéité du peuple Yshir et de son territoire.
2. Recueillir, présenter et analyser les activités, les pratiques et les connaissances du peuple Yshir concernant son territoire et son environnement, afin de refléter les conditions socio-économiques de durabilité et les fonctions éco-systémiques positives, telles que l'utilisation et les techniques durables des communautés Yshirs, ainsi que les fonctions négatives pertinentes (p. ex., la déforestation).
3. Mettre en évidence les utilisations des ressources naturelles stratégiques et/ou spécifiques telles que la faune, la flore, l'eau, les zones intégrées (p. ex., marais, fleuve Paraguay, forêts de divers types) du peuple Yshir, principalement au sein de leurs communautés et des revendications territoriales actuelles.
4. Relever d'autres aspects liés à cette utilisation et à cette connaissance, tels que la division du travail et des activités de subsistance par type, sexe et âge; le mode d'occupation et d'utilisation des terres titrées, revendiquées ou



Effectuer la recherche en territoire Yshir.

contiguës et des habitats spécifiques; les relations de travail ou commerciales (p. ex., les embauches et les échanges commerciaux avec des tiers, comme les éleveurs de bétail et les touristes); et les relations de coexistence (p. ex., entre les humains et les maîtres non humains de la forêt/des animaux/des fruits).

5. Sur la base des enquêtes précédentes, élaborer des recommandations pour la légalisation et la reconnaissance des droits territoriaux, d'utilisation et de gestion du peuple Yshir sur son territoire.

L'UCINY planifie actuellement la deuxième phase du projet, qui se concentrera sur le renforcement organisationnel, la participation des communautés à la gestion de l'environnement et la défense du territoire. ●

Continué de la page 8

vation, des colons blancs et des opérateurs touristiques d'élite. Les aînés ont expliqué comment les gîtes touristiques, en fournissant aux animaux sauvages des sels et des aliments, modifient le comportement de la faune. Les animaux sauvages, en particulier les éléphants, se rendent ensuite dans les communautés et s'attendent à trouver des sels et des aliments, allant même jusqu'à insérer leur trompe dans les maisons à la recherche de sels. En raison de ce changement de comportement, l'interaction étroite entre l'humain et la faune est devenue plus courante, ce qui augmente le risque de conflit.

Les voies à suivre

Malgré les connaissances qu'ont les aînés sur les facteurs d'augmentation des conflits humains-faune, aucun d'entre

eux n'avait été consulté par les acteurs de la conservation sur les mesures de prévention des conflits humains-faune sur leurs terres. Le secteur de la conservation de la biodiversité a l'obligation de veiller à ce que les connaissances locales sur les conflits humains-faune soient reflétées et pleinement intégrées dans les politiques et les pratiques de conservation. En plus d'être une obligation légale internationale (p. ex., la DNUDPA; l'Objectif d'Aichi 18), l'inclusion des pasteurs dans les efforts de prévention des conflits humains-faune promet de réduire les cas de blessures, de décès et autres griefs, et d'améliorer les résultats en matière de biodiversité.

Pour de amples informations sur cette recherche en cours, veuillez contacter Mali Ole Kaunga, d'IMPACT, à olekaunga@yahoo.com. ●

Les Paiwan de Kapanan font une déclaration d'autodétermination

Par Scott Simon (uOttawa) et Cudjuy Isumalji (Kapanan Community Development Association)

Le 22 mai, les Paiwan de Kapanan, dans la péninsule de Hengchun, au sud de Taïwan, ont fait une déclaration d'autodétermination audacieuse. Chaque année, les responsables des cantons commémorent « l'incident de Mudan » par des discours et des danses. Cette année, l'Association de développement de la communauté de Kapanan (KCDA) a offert une nouvelle vision de leur histoire et de leur avenir. Le président Cudjuy Isumalji a expliqué que le mot *sevalitan* signifie ancêtre, esprit ancestral ou descendant, mais que sa signification profonde est une transition d'un état à un autre. Entre autres objectifs, ils proposent de changer le nom du canton de Mudan (en chinois, « pivoine ») en quelque chose qui reflète la réalité de la nation Paiwan.

Jusqu'à la fin du XIXe siècle, les Peuples autochtones de langue austronésienne, appelés shengfan (« sauvages bruts ») par les colons chinois récemment arrivés, contrôlaient plus de la moitié de Taïwan. En mars 1867, après le naufrage du navire américain Rover et la fuite de l'équipage vers la côte, ils ont été assassinés par des guerriers koalut (un sous-groupe de Paiwan). Les États-Unis ont envoyé une expédition punitive et ont été vaincus. Le général Charles Le Gendre a conclu un traité avec le chef Tokitok, qui a promis de protéger les futurs naufragés occidentaux.

En 1871, un navire appartenant à Ryūkyū (aujourd'hui Okinawa) a fait naufrage et 54 membres d'équipage ont été assassinés par des guerriers Botan. Lorsque la Chine a refusé d'intervenir sous prétexte que les shengfan se trouvaient en dehors de sa juridiction, le Japon a envoyé des troupes le 22 mai

1874. Face à l'impasse militaire et à la malaria, le Japon s'est retiré après que la Chine ait accepté de payer des compensations. Cette tournure des événements, la première fois qu'un gouvernement chinois a revendiqué l'ensemble de Taïwan et que le Japon a commencé à représenter Okinawa, a nié la souveraineté des plus petites entités politiques. Les Paiwan, cependant, se souviennent encore de leur victoire sur les troupes américaines et du traité qui a suivi avec les États-Unis comme l'expression de leur souveraineté non cédée.

En 1895, la Chine a cédé Formose au Japon. La République de Chine a pris le relais après la défaite du Japon pendant la Seconde Guerre mondiale, a créé 30 « cantons de montagne » sur le territoire autochtone et a imposé des politiques assimilationnistes. Le fait de nommer le territoire de Botan « canton de pivoine » a été un effacement de la souveraineté autochtone. Depuis les années 1980, cependant, les Peuples autochtones de Taïwan ont convaincu le gouvernement d'inclure les droits politiques des Peuples autochtones dans la Constitution et dans d'autres lois.



Rituel de signaux de fumée.

Les Peuples autochtones n'ont ni oublié l'histoire ni abandonné leur souveraineté. C'est pourquoi la KCDA a organisé le Sevalitan. La matinée a commencé

par une prière chamanique, un sacrifice de cochons, des tirs de fusils pour commémorer des tournants historiques et des signaux de fumée (un symbole pan-autochtone de la souveraineté des Peuples autochtones). Les jeunes ont effectué une reconstitution de la bataille de 1874, montrant leur point de vue sur la résistance à l'invasion.



La performance des jeunes.

Kapanan a pu organiser un événement public parce que Taïwan a empêché la propagation communautaire de la COVID-19. Les Peuples autochtones de Taïwan peuvent exiger la reconnaissance de leur souveraineté parce que Taïwan garantit la liberté d'expression. En Chine, en revanche, les Ouïghours du Xinjiang sont incarcérés pour leur insistance à parler ouïghour et à pratiquer l'islam. L'armée chinoise a mené des exercices dans les eaux proches de Taïwan, signe qu'elle n'a pas renoncé à la possibilité d'une annexion forcée de l'île. Les Paiwan résistent au colonialisme depuis 1867, mais les défis n'ont jamais été aussi grands.

La KCDA, dont Cudjuy Isumalji est le chercheur principal, est partenaire de la plus récente demande de subvention de partenariat sur les territoires de vie déposée par le CICADA auprès du CRSH. ●

Souveraineté alimentaire pour les communautés autochtones éloignées

Par Jon Altman (Université nationale d'Australie)

Le jeudi 21 mai 2020, le ministre des Australiens autochtones, Ken Wyatt, a demandé à la commission permanente de la Chambre des représentants sur les affaires autochtones d'enquêter et de faire rapport sur le prix des denrées alimentaires et la sécurité alimentaire dans les communautés autochtones éloignées. Demandée suite à des pénuries de produits de première nécessité dans certaines régions d'Australie lors de la pandémie de COVID-19, l'enquête a également été chargée d'examiner s'il y avait des preuves de gonflement des prix (des prix excessifs pour profiter du stockage par les consommateurs et des pénuries) dans les régions éloignées de l'Australie autochtone.

La question du prix élevé des denrées alimentaires achetées en magasin dans les régions éloignées de l'Australie n'est pas nouvelle et est structurelle. En 2009, une enquête parlementaire a été menée sur cette question complexe. Son [rapport](#) a formulé 33 recommandations judicieuses, dont peu ont été mises en œuvre. Ainsi, de récentes enquêtes sur le panier de consommation et des recherches universitaires montrent que les prix dans les magasins des régions éloignées, en particulier pour les aliments sains, sont au moins 50 % plus élevés que dans les supermarchés urbains. En outre, les paiements de soutien au revenu n'ont pas été ajustés pour compenser le niveau des prix.

Livrer des produits à un prix raisonnable dans les 200 magasins situés dans les régions éloignées et très éloignées de l'Australie, qui couvrent 86 % du continent, sera toujours un défi. Mis à part les coûts de transport, les problèmes liés à la petite taille des communautés et au pouvoir monopolistique sont importants. Conscient de cela, au cours de la dernière décennie, la politique gouvernementale a cherché à garantir que les Autochtones les plus pauvres, bénéficiaires de l'aide sociale, dépensent leurs revenus dans les magasins. Depuis 2007, cet objectif a été imposé par l'introduction d'une

gestion électronique obligatoire des revenus de l'aide sociale, pour un coût de plus d'un milliard de dollars australiens. Ces mesures ont accru la dépendance vis-à-vis des aliments coûteux des magasins et encouragé la centralisation dans les endroits où se trouvent des magasins, mais n'ont rien fait pour atteindre les objectifs 1 ("pas de pauvreté") et 2 ("zéro faim") de développement durable des Nations unies; les données du recensement de 2016 indiquent que plus de 50 % des Autochtones vivant dans les régions très éloignées de l'Australie vivent sous le seuil de pauvreté et, dans une enquête récente, 43 % des ménages ont déclaré être à court de nourriture.

Dans ma soumission écrite à l'enquête, j'ai (avec d'autres) souligné que la question de la « sécurité alimentaire » est directement liée au potentiel d'autosuffisance des Peuples autochtones, ce que l'on appelle de plus en plus la « souveraineté alimentaire » (comme dans [l'axe 3 du CICADA](#)). Cela est particulièrement pertinent dans les régions éloignées de l'Australie, où les Autochtones jouissent de droits et d'intérêts fonciers légalement reconnus, y compris le droit d'exploiter la faune à des fins de consommation domestique, sur plus de 3,8 millions de km². En témoignant devant la commission d'enquête le 23 septembre 2020, il est clairement apparu que les membres de la commission étaient conscients de l'importance potentielle de l'autosuffisance pour le bien-être, en particulier dans les situations où il y a peu d'emplois traditionnels. Les membres étaient désireux d'entendre parler de toute recherche sur les contributions économiques et alimentaires des activités de chasse, de pêche et de cueillette contemporaines, ainsi que des obstacles résultant des interventions et des réglementations gouvernementales auxquels les propriétaires terriens autochtones sont confrontés dans l'exercice de leurs droits à utiliser les espèces endémiques et introduites pour leur subsistance. Des preuves anecdotiques

Continue à la page 12

Nouvelle Chaire sur l'autochtonisation des programmes universitaires

Félicitations à Karine Vanthuyne pour sa nomination à la Chaire d'enseignement universitaire de l'Université d'Ottawa (2020-2023) pour un projet sur l'autochtonisation des programmes d'études universitaires.

Le projet vise à déterminer comment les Spécialistes de curriculum autochtone peuvent aider au mieux le corps

professoral des universités « à intégrer des contenus, des pédagogies et des philosophies autochtones dans leurs programmes d'études. »

Pour en savoir plus sur le projet et sur le travail de Karine Vanthuyne, visitez cette [page](#).

Publications récentes de partenaires du CICADA

Capitaine, Brieg, et **Karine Vanthuyne**. 2020. "Témoignages autochtones des pensionnats : entre trauma culturel et autonomie renouvelée." Dans [Devoir de mémoire. Perspectives sociales et théoriques sur la vérité, la justice et la réconciliation dans les Amériques](#), dirigé par L. Celis et M. Hébert, 69-90. Québec : Presses de l'Université Laval.

Doyon, Sabrina, dir. 2020. [D'espoir et d'environnement ? Nouvelles ruralités et mise en valeur de la nature au Bas-Saint-Laurent](#). Québec : Presses de l'Université Laval.

Mulrennan, Monica E. et **Véronique Bussières**. 2020. "Indigenous Environmental Stewardship: Do mechanisms of biodiversity protection align with or undermine it?" Dans [Plants, People and Places: the Roles of Ethnobotany and Ethnoecology in Indigenous Peoples' Land Rights in Canada and Beyond](#), dirigé par N.J. Turner, 282-312. Montréal: McGill-Queens Press.

Peña, Anacleto, Pedro Tubari, Lidia Chuve, Maria Chore, et Cecilia Ipi. 2020. [The History of Lomerio: On the Road to Freedom](#). Traduction anglaise. CICOL, Université NUR et Université d'East Anglia. Cette publication est accompagnée d'une [vidéo participative](#), également réalisée par la CICOL.

Rodriguez, Iokine, et **Mirna Inturias**. 2020. "[Challenges to intercultural democracy in the Plurinational State of Bolivia: Case study of the Monkoxi peoples of Lomerío](#)." *Beyonddevelopment.net*.

Simon, Scott. 2020. "[Yearning for Recognition: Indigenous Formosans and the Limits of Indigeneity](#)." *International Journal of Taiwan Studies* 3 (2): 191-216.

———. 2020. "[A Little Bird Told Me: Changing Human-Bird Relations on a Formosan Indigenous Territory](#)." *Anthropologica* 62: 70-84.

———. 2020. "History of the Conquered: Rethinking Historiography with Indigenous Peoples on Formosa." Dans [Connaissons-nous la Chine?](#), dirigé par P. Servais, 183-199. Louvain-la-Neuve : Academia-L'Harmattan à Louvain-la-Neuve.

Numéro spécial sur repenser la conservation de la nature

Co-dirigé par Sabrina Doyon et Ismael Vaccaro (2019)

Sabrina Doyon et Ismael Vaccaro ont dirigé un numéro spécial de la revue *Anthropologie et sociétés* intitulé « [Repenser la conservation de la nature](#) ». La publication, disponible [ici](#), examine des formes alternatives de conservation de l'environnement qui contrastent avec le mode conventionnel, fondé sur une séparation ontologique de l'humain et de la nature. Le numéro spécial comprend des articles des membres du CICADA Sabrina Doyon, Ingrid Hall, Martin Hébert et Ismael Vaccaro.



Continué de la page 11

indiquent que depuis le début de la pandémie de COVID-19, ce type d'autosuffisance a augmenté principalement parce que la lourde obligation mutuelle de travailler pour accéder au bien-être social a temporairement été allégée.

Les 122 soumissions à l'enquête et les preuves supplémentaires fournies lors des audiences publiques ont ouvert une boîte de Pandore d'idées sur les nombreux défis de développement auxquels sont confrontés quotidiennement les Australiens autochtones éloignés. Cela a mis en évidence le fait

que la question du prix des denrées alimentaires et celle de la sécurité alimentaire ne peuvent pas être séparées de façon nette des circonstances économiques et sociales difficiles des communautés autochtones éloignées.

Le Comité doit présenter son rapport final d'ici au 30 octobre 2020. On espère qu'il comprendra des recommandations visant à renforcer la souveraineté alimentaire et que le gouvernement australien les mettra en œuvre. Pour en savoir plus, cliquez [ici](#). ●